

Tendances conjoncturelles

4^e trimestre 2017

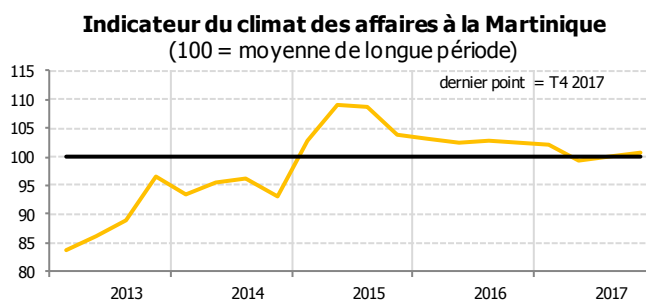
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À LA MARTINIQUE

Un climat des affaires toujours stable

Au quatrième trimestre 2017, l'indicateur du climat des affaires (ICA) est stable (+0,6 point). Il s'affiche toujours au-dessus de sa moyenne de longue période à 100,6 points. Cette stabilité de l'ICA résulte de la conjonction d'une opinion dégradée des chefs d'entreprise sur le trimestre écoulé et d'anticipations plus favorables pour le trimestre à venir.

Sur la période écoulée, les chefs d'entreprise ont fait face à la dégradation de leur trésorerie, à l'allongement des délais de paiement et à l'alourdissement des charges d'exploitation. Au final, l'activité ne s'est pas significativement redressée.

S'agissant des prévisions d'investissement, les entrepreneurs ont maintenu leurs efforts, mais à des niveaux moins importants que précédemment.



Pour le prochain trimestre en revanche, une reprise de l'activité est attendue, soutenue par l'amélioration des soldes de gestion et par une politique de prix bas. Enfin, les chefs d'entreprise envisagent de procéder à des recrutements.

LA CROISSANCE CARIBÉENNE SE MAINTIENT EN 2017 MALGRÉ LES OURAGANS DE SEPTEMBRE

En 2017, la Banque Caribéenne de Développement estime la croissance économique de ses pays membres à +0,6 %. En revanche, la croissance de l'Union monétaire des Caraïbes orientales (UMCO) a atteint +2,3 %.

Selon la Banque Caribéenne de Développement, les ouragans, Irma et Maria, ont causé des dégâts et des dommages considérables. Les autorités estiment les pertes à 225 % du PIB à la **Dominique** et à 300 % du PIB dans les **Iles vierges britanniques**, portant leur croissance respectivement à -6,9 % et -2,7 % en 2017. En revanche, dans les îles qui n'ont pas été touchées par les ouragans, la croissance est orientée à la hausse grâce à la bonne tenue du tourisme et de l'industrie. En effet, les **Îles Caïmans** (+2,7 %), **Grenade** (+4,5 %) et **Sainte-Lucie** (+2,9 %) tirent profit de cette dynamique.

À la **Jamaïque**, la croissance atteint +1,7 %, soit le niveau le plus élevé depuis 2006. Elle tient aux bons résultats du tourisme, de la construction et de l'industrie, malgré la contraction du secteur agricole due aux inondations de mai. À la **Barbade**, le tourisme et la construction se sont également bien portés, bien que la croissance globale soit plus modérée (+1,0 %). Les mesures d'austérité mises en place pour réduire la demande intérieure et restaurer la stabilité fiscale et budgétaire ont pesé sur le niveau de croissance.

À **Saint-Vincent et les Grenadines**, malgré l'ouverture du nouvel aéroport, la fréquentation touristique a pâti de la fermeture d'un hôtel de renom. Cette situation a conduit à une croissance nulle (0,0 %). Enfin, **Trinidad et Tobago** a amélioré ses performances par rapport à 2016, même si la croissance reste négative. Elle passe de -6,0 % à -1,0 %. La production du secteur pétrolier a légèrement augmenté grâce au démarrage des travaux de maintenance des infrastructures ayant permis la mise en place de nouvelles activités.

Pour 2018, la Banque Caribéenne de Développement projette une croissance de 2,0 % pour la région.

Selon le FMI, les perspectives économiques pour les Caraïbes sont plutôt favorables. En 2018 et 2019, une croissance modeste est attendue dans la région. Cependant, certaines des îles qui ont été durement touchées pendant la saison des ouragans de 2017 seront confrontées à une reprise différée. Par exemple, à la Dominique, le PIB devrait diminuer de 16,0 % en 2018, avant de rebondir en 2019, à mesure que la reconstruction s'accélère.

Sources : Banque Caribéenne de Développement (2017 Caribbean Economic Review) ; Banque Centrale des Caraïbes Orientales ; FMI blog (Latin America and the Caribbean in 2018 : An economic Recovery in the making).

Remontée sur les prix

Au quatrième trimestre 2017, l'indice des prix à la consommation (IPC) progresse (+1,1 %) après les baisses successives enregistrées depuis le deuxième trimestre.

Cette hausse des prix tient principalement au renchérissement des prix des services (+1,4 %) et de l'énergie (+7,1 %). Dans le même temps, le prix de l'alimentation augmente (+0,3 %), de façon plus mesurée, tandis que celui des produits manufacturés s'inscrit en baisse (-0,5 %) ce trimestre.

Sur un an, la tendance est similaire. L'inflation repart à la hausse (+1,4 %). Elle est portée par le prix de l'énergie (+10,9 %), des services (+0,8 %), et dans une moindre mesure, de l'alimentation (+1,5 %). Sur un an, seuls les produits manufacturés connaissent une baisse de prix (-0,5 %).

La demande d'emploi stagne

À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) atteint 43 380 (CVS) et se stabilise sur le trimestre (-0,1 %). En revanche, sur un an, les demandeurs d'emploi sont sensiblement plus nombreux (+5,0 %).

Ainsi, sur le trimestre, les jeunes (moins de 25 ans) et les séniors (50 ans et plus) bénéficient d'une légère amélioration de la situation (-0,6 % de demandeurs d'emploi dans ces catégories, contre +0,2 % chez les 25-49 ans).

En revanche, sur un an, toutes les catégories subissent la dégradation du marché du travail : les moins de 25 ans (+5,5 %), les personnes de 25 à 49 ans (+4,2 %), et les séniors, ces derniers subissant la plus forte augmentation (+6,2 %).

Parallèlement, les offres d'emploi collectées (OEC) progressent nettement, tant sur le trimestre (+28,6 %, CVS) que sur l'année (+12,1 %, CVS).

Consommation des ménages : une reprise en demi-teinte

Au quatrième trimestre 2017, la consommation des ménages retrouve un peu de vitalité. Les importations de biens de consommation non durables (essentiellement du textile, des produits alimentaires et pharmaceutiques) sont orientées à la hausse à fin décembre (+4,6 %, données CVS), tout comme les ventes de véhicules de tourisme (+17,4 %, données CVS).

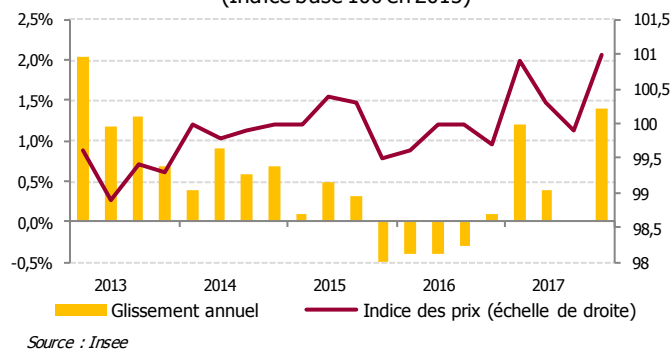
Pour autant, l'opinion des chefs d'entreprise du secteur commercial est moins favorable. En effet, selon ces professionnels, la demande continue de s'éroder et l'activité commerciale ne décolle pas. Les importations de biens de consommation durables, qui regroupent notamment l'électroménager et les meubles, se replient (-5,2 %, données CVS).

En parallèle, les indicateurs de vulnérabilité des ménages restent bien orientés. Le nombre d'incidents de paiement sur chèques (-4,0 %), le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-3,4 %), le nombre de retraits de cartes bancaires (-1,6 %), et dans une moindre mesure, le nombre de dossiers de surendettement déposés auprès de la Commission (-0,9 %), reculent une nouvelle fois sur le trimestre.

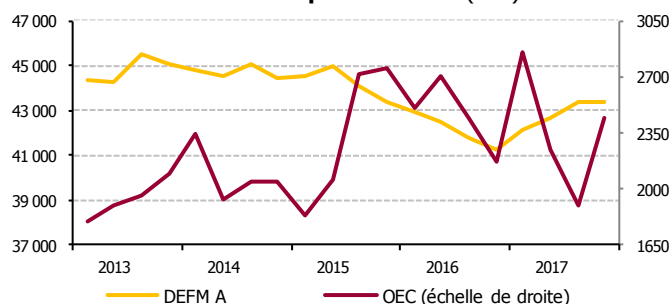
Vers la relance des projets d'investissement ?

Les chefs d'entreprise poursuivent leur effort en matière d'investissement. Les projets concernent les secteurs du commerce, de l'industrie agroalimentaire et des services. En revanche, si les intentions d'investissements sont stables au sein du tourisme, au sein du secteur de l'industrie, les professionnels ne sont plus enclins à investir. Ce trimestre, les intentions d'investissement portent essentiellement sur des projets de développement, de renouvellement et mise aux normes du matériel.

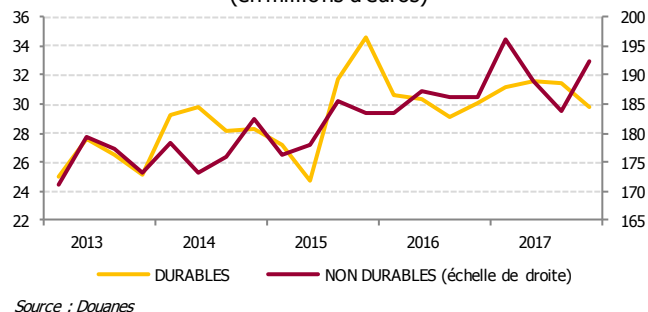
Indice des prix à la consommation
(Indice base 100 en 2015)



Demandeurs d'emploi en fin de mois
et offres d'emploi collectées (CVS)



Importations de biens de consommation
(en millions d'euros)



Les immatriculations de véhicules utilitaires sont en hausse sur le trimestre (+6,1 %, CVS) et les importations de biens d'investissement, qui regroupent le matériel informatique, le matériel de transport et les équipements industriels, progressent sur la période (+3,3 %). En revanche, les attestations de conformité électriques pour les locaux commerciaux se contractent (-5,4 %, CVS).

En termes de vulnérabilité, l'amélioration est mitigée. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est en baisse sur le trimestre (-2,7 %) et en glissement annuel (-4,2 %). Pour leur part, les impayés sur effets de commerce progressent en montant (+69,3 %), malgré une baisse en nombre (-5,2 %) sur trois mois.

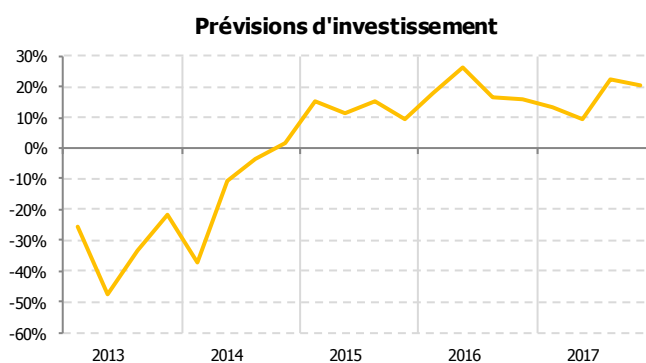
Repli des exportations, hors produits pétroliers

Hors produits pétroliers, les importations progressent (+3,5 %, CVS) sur le trimestre. La hausse est portée par les importations de matériel de transport (+9,8 %, CVS), et dans une moindre mesure, de produits agroalimentaires (+4,5 % CVS).

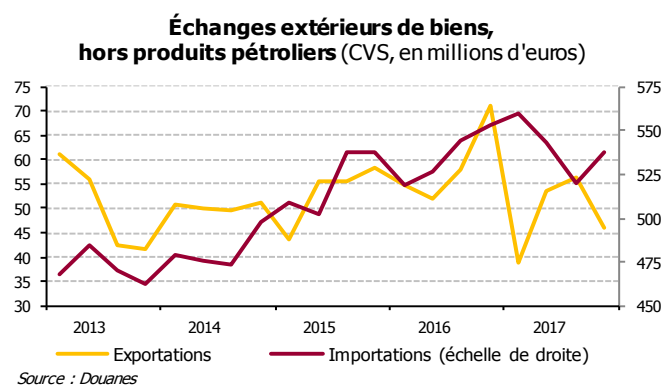
En revanche, les exportations hors produits pétroliers se replient sur le trimestre (-18,1 %, CVS). Cette diminution tient à la baisse des exportations de produits agroalimentaires (-20,9 %, CVS, en lien avec l'industrie du rhum) et à celles des produits agricoles (-32,6 %, CVS, en lien avec la filière banane) (cf. *infra*).

Les échanges de produits pétroliers, quant à eux, sont une nouvelle fois en augmentation ce trimestre : +60,7 % pour les importations, et +42,3 % (CVS) pour les exportations.

Au final, ces différentes évolutions conduisent à une croissance des échanges sur trois mois (+2,1 % pour les exportations, et +11,4 % pour les importations, CVS).



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM



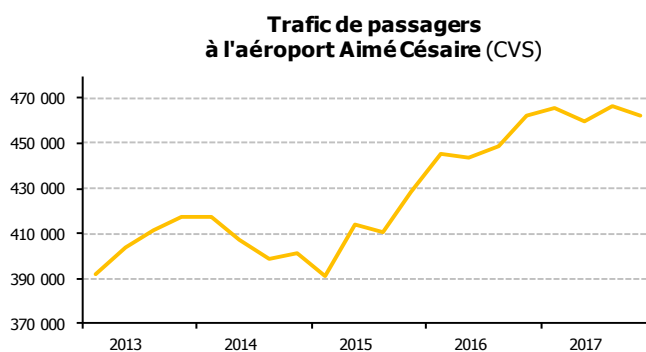
Source : Douanes

L'INDUSTRIE, ET LE TOURISME, CONTRIBUENT AU REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ

Au quatrième trimestre, selon l'enquête de conjoncture, le courant d'affaires se situe à un niveau proche de sa moyenne de longue période et l'activité parvient à se maintenir à l'équilibre. Toutefois, les chefs d'entreprise interrogés font état de soldes de gestion (trésorerie, charges d'exploitation et délais de paiement) dégradés. Dans ce contexte, ils indiquent tenter de contenir la hausse des prix et d'ajuster leurs effectifs.

Au niveau sectoriel, le tourisme et le secteur industriel (dans son ensemble) parviennent à se démarquer. En revanche, si le secteur du commerce maintient son courant d'affaires, l'activité au sein de l'agriculture, des services et du BTP semble avoir plus de mal à prospérer.

Dans le secteur du **tourisme**, selon les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture, le courant d'affaires est favorable malgré un léger fléchissement. Les principaux soldes d'opinion s'améliorent à l'exception des prix et des prévisions d'investissement. Toutefois, les indicateurs sont mitigés. Le nombre de nuitées est en très légère progression sur le trimestre (+0,8 %, CVS). En revanche, le segment de la croisière bénéficie d'un fort dynamisme. En effet, 216 890 croisiéristes ont visité la Martinique au quatrième trimestre 2017 alors qu'ils étaient seulement 5 488 au troisième trimestre et 83 314 l'année précédente. À l'inverse, le nombre de passagers (-1,0 %, CVS) et le nombre de vols (-6,0 %, CVS) sont en retrait ce trimestre.



Source : CCIM

Au sein du secteur de l'**industrie agroalimentaire**, l'activité s'améliore malgré la dégradation de la trésorerie et des charges d'exploitation. Toutefois, la consommation locale (-8,6 %, CVS) et les exportations (-13,5 %, CVS) de rhum se tassent sur le trimestre. Pour autant, il convient de rester prudent, les exportations de rhum étant traditionnellement plus faibles au quatrième trimestre. Sur un an, elles sont d'ailleurs en hausse (+7,1 %, CVS) à 17 278 HAP. De plus, en cumul annuel, elles affichent une progression de +3,5 % par rapport à 2016. Dans le même temps, la production de rhum est en hausse sur le trimestre (+3,0 %, CVS).

Après plusieurs mois difficiles, le secteur **industriel** amorce un redressement de son activité. Les professionnels parviennent à maintenir leurs charges d'exploitation, mais reportent encore les recrutements. Les ventes de fioul, essentiellement destinées à l'industrie, affichent certes un repli à fin décembre (-5,7 %, CVS), mais ceci n'est que le résultat d'une anticipation des besoins : en

effet, aux deuxième et troisième trimestres les ventes de fioul avaient déjà sensiblement progressé (respectivement +13,4 %, CVS et +7,8 %, CVS).

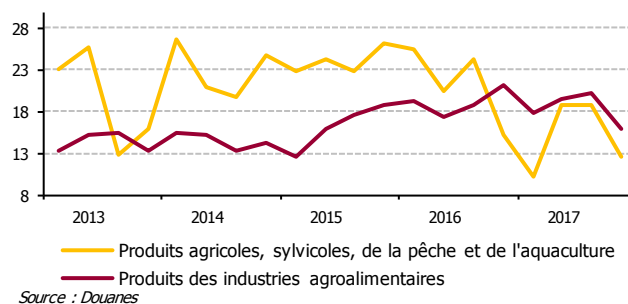
L'activité du secteur **commercial** reste atone. L'ensemble des soldes d'opinion décrit un contexte difficile. En particulier, les soldes de gestion sont fortement dégradés. Dans ce contexte, les commerçants maintiennent un niveau de prix élevé pour tenter de limiter les pertes.

Au sein du secteur **primaire**, l'activité souffre du passage des ouragans Irma et Maria, qui ont affecté les plantations les plantations. Les expéditions de bananes sont en baisse (-28,7 %, CVS), tout comme les exportations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture (-32,6 %, CVS). En revanche, les filières d'élevage affichent des résultats encourageants : les abattages sont en hausse sur la période (+3,6 %, CVS), tant pour la viande bovine (+8,0 %, CVS) que porcine (+5,2 %, CVS).

Dans le secteur des **services aux entreprises**, les entrepreneurs demeurent pessimistes. La dégradation de l'activité se poursuit même si les trésoreries se maintiennent à l'équilibre. Pour autant, les chefs d'entreprise parviennent à équilibrer leur trésorerie. Pour le trimestre à venir, l'amélioration du carnet de commandes pourrait conduire au redressement de l'activité.

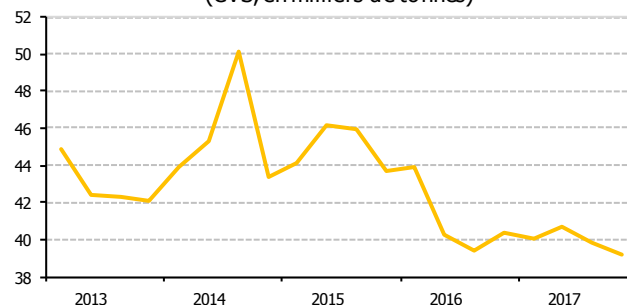
Au sein du secteur du **BTP**, les signes de reprise se font toujours attendre. L'activité est très faible et tous les soldes d'opinion sont en berne. Les ventes de ciment sont en baisse sur le trimestre (-1,5 %, CVS). De même, les importations d'éléments en métal pour la construction sont également en diminution (-3,4 %, CVS). À ce stade, seules les attestations de conformités électriques sont en progression ce trimestre (+29,5 %, CVS). Cette augmentation vient sans doute compenser le retard du trimestre précédent (-23,2 %, CVS), mais ne permet pas de combler la baisse enregistrée sur un an (-12,4 %). Le secteur fait toujours face à l'absence de chantiers structurants et à la faiblesse de la commande publique.

Exportations de produits agricoles et de produits agroalimentaires
(CVS, en millions d'euros)



Ventes de ciment

(CVS, en milliers de tonnes)



L'EMBELLIE CONJONCTURELLE MONDIALE PERDURE

Selon l'édition de janvier 2018 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale s'est affermie en 2017 à +3,7 % (après +3,2 % en 2016). L'embellie se manifeste dans la plupart des économies. Cette dynamique devrait perdurer en 2018 et 2019, avec une croissance du PIB estimée à +3,9 % selon le FMI. L'accélération attendue de la croissance américaine aura des répercussions positives sur la demande extérieure et les conditions financières resteront favorables, en dépit du resserrement des politiques monétaires.

Aux États-Unis, les mesures de relance budgétaires finalement approuvées en fin d'année 2017, et leurs retombées en termes d'investissement, de consommation et de production, devraient contribuer à l'accélération de la croissance, à +2,7 % en 2018 selon le FMI (après +2,3 % en 2017). Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé son taux directeur d'un quart de point en décembre 2017, à 1,5 %, et a annoncé la poursuite d'une hausse graduelle au long de l'année 2018.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,6 % au quatrième trimestre 2017, selon Eurostat. L'inflation a légèrement fléchi à 1,3 % en janvier 2018 et le taux de chômage a atteint 8,7 % en fin d'année 2017, son niveau le plus bas depuis janvier 2009. La Commission européenne estime l'augmentation du PIB à +2,4 % en 2017 et table sur une croissance de +2,3 % en 2018 et +2,0 % en 2019, tirée par la vigueur de la demande internationale et l'amélioration du marché du travail.

En France, selon les estimations publiées par l'Insee, l'économie a crû de 0,6 % au quatrième trimestre 2017 (après +0,5 %). Sur l'année 2017, l'activité a ainsi progressé de 2,0 % (après +1,1 % en 2016), tirée par une nette accélération de l'investissement (+3,7 %), et des exportations (+3,5 %). En parallèle, la consommation des ménages a ralenti (+1,3 %, après +2,1 %).

Le Japon, avec huit trimestres consécutifs de hausse du PIB, connaît actuellement sa plus longue période de croissance en trente ans. L'activité croît de 1,6 % sur l'année 2017, soutenue par le tourisme et la vigueur de la demande extérieure. Le maintien du taux de chômage à 2,8 % devrait favoriser des hausses salariales dans les prochains mois et ainsi profiter à la consommation intérieure.

Les pays émergents et en développement ont connu une croissance de +4,7 % en 2017 selon le FMI, qui a revu ses prévisions légèrement à la hausse (+4,9 % en 2018, et +5,0 % en 2019), compte tenu d'un affermissement de la demande extérieure et d'une hausse des prix des matières premières.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon – données arrêtées à la date du 28 février 2018